

Social
Economy
Europe



Rapport
Annuel
2 0 1 5



Social Economy Europe

Rapport
Annuel
2015

Table de matières

1. Présentation du Président	7
2. Présentation d'Alain Coheur, Président de Social Economy Europe 2008-2015	9
3. L'Économie Sociale en 2015 : un acteur en croissance	11
3.1. Unis par des valeurs	11
3.2. Chiffres de l'économie sociale	12
3.3. Chronologie de 2015 : une année historique pour l'économie sociale	13
4. Présentation de Social Economy Europe	15
4.1. Objectifs	15
4.2. Membres	16
4.3. Organes de Gouvernance	23
5. Social Economy Europe en 2015	25
5.1. Un dialogue permanent avec les institutions européennes	25
5.1.1. Parlement Européen et Intergroupe d'économie sociale	25
5.1.2. Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union Européenne	28
5.1.3. Déclaration de Murcia sur l'économie sociale	31
5.1.4. Commission Européenne	31
5.1.5. Comité Économique et Social Européen	33
5.1.6. Comité des Régions	35
5.2. Livre Blanc de SEE « L'économie sociale, reprendre l'initiative. Propositions pour faire de l'économie sociale un pilier de l'UE »	36
5.3. Alliances et partenariats	36
5.3.1. CIRIEC - Rencontres de Mont Blanc - SEE	36
5.3.2. Un dialogue positif et fructueux avec Cooperatives Europe	36
5.3.3. Forum Global de l'Économie Sociale (GSEF) 2016	37
5.4. Participation de SEE à d'autres évènements sur économie sociale	37
5.5. Un nouveau site internet et présence dans les réseaux sociaux	39

1. Présentation du Président



Chers amies et amis de Social Economy Europe, chers membres, J'aimerais commencer par remercier mon prédécesseur Alain Coheur et Víctor Meseguer pour leur travail tout au long de 2015, sur lequel se fonde ce rapport.

Je voudrais aussi remercier Jan Olsson et Marie-Caroline Collard, alors Vice-Présidents au même titre que moi, pour leurs efforts et engagement pour faire de SEE une importante organisation représentative de l'économie sociale en Europe.

La célébration de notre Vème Assemblée Générale nous offre l'opportunité de mettre en valeur, une fois de plus, la contribution effective de nos entreprises et organisations au développement économique et social de l'Europe et de présenter nos propositions pour faire de l'économie sociale un pilier des politiques de l'Union Européenne.

Depuis la création de la CEP-CMAF (Conférence Européenne Permanente de Coopératives, Mutualités et Fondations) en novembre 2000, et après qu'elle soit devenue Social Economy Europe en 2008, nous avons parcouru un chemin passionnant. Ensemble, nous avons travaillé pour promouvoir d'avantage le modèle des entreprises et des organisations de l'économie sociale, auprès de l'Union Européenne et de ses institutions. Je tiens particulièrement à souligner l'engagement, la vision stratégique et le dévouement de ceux qui m'ont précédé dans la Présidence de SEE : l'actuel Vice-Président, **Alain Coheur**, qui a conduit notre organisation au cours des ses huit dernières années, **Jean-Claude Detilleux**, **Anne David** et **Maurice Duranton**, décédé en 2014, duquel nous gardons un souvenir affectueux et reconnaissant de son travail en faveur de SEE.

Le travail de Social Economy Europe a contribué à augmenter la visibilité de l'économie sociale, tant auprès des institutions et des pouvoirs publics, qu'auprès de l'ensemble de la société européenne. De nos jours, toutes les Institutions européennes valorisent et soulignent le rôle crucial que l'économie sociale joue dans le développement économique, la création d'emplois de qualité, la cohésion sociale ou la promotion de l'entrepreneuriat, pour n'en citer que quelques objectifs stratégiques de l'Union Européenne. Une telle reconnaissance, de plus en plus importante, aboutit à des succès importants comme: la décision du Parlement Européen de reconstituer pour le mandat 2014-2019 son Intergroupe

d'économie sociale, soutenu par plus de 80 députés européens de six groupes politiques; l'adoption par les 28 États membres des **Conclusions du Conseil sur "La promotion de l'économie sociale en tant que vecteur essentiel du développement économique et social en Europe"**; ou l'intérêt croissant de la Commission Européenne pour l'économie sociale.

Dans ce sens, je tiens à mettre en exergue l'importance de la réunion entre la **Commissaire Elzbieta Bienkowska et le bureau de l'Intergroupe d'économie sociale du Parlement**, qui a eu lieu le 12 avril 2016 et à laquelle j'ai eu le grand plaisir de participer. Ces réunions nous permettent de maintenir un dialogue politique d'haut niveau en matière d'économie sociale, contribuant à l'engagement de la Commission en faveur du développement de nos entreprises et de nos organisations. Nous considérons qu'il est temps d'avancer vers **un Plan d'Action Européen pour l'économie sociale**, et tel est le message que nous avons adressé à Madame la Commissaire Elzbieta Bienkowska.

L'économie sociale représente un modèle d'entreprise différent, axé sur la gouvernance démocratique, et dont le but ultime n'est pas la maximisation des profits à court terme, mais d'assurer la durabilité de l'entreprise, de son activité et de ses postes de travail, ainsi que de créer de la richesse, ayant un impact positif sur la société dans son ensemble. L'économie sociale est un modèle qui fait preuve de dynamisme et de compétitivité, à travers l'augmentation du nombre d'emplois, la création de nouvelles entreprises et la hausse constante de ses parts de marché.

L'économie sociale est un acteur clé de l'économie européenne et du Marché Unique. Nos entreprises et nos organisations participent à la réalisation des objectifs de l'Union, à savoir, une croissance intelligente, durable et inclusive, la création d'emplois de qualité, la promotion de l'innovation et la diversité des formes d'entreprises. Beaucoup de nos entreprises et de nos organisations sont, d'ailleurs, des acteurs clés dans la provision de services d'intérêt général aux citoyens européens.

Nous sommes sur le bon chemin vers une plus grande reconnaissance et promotion de l'économie sociale. Nos entreprises et organisations continueront d'avoir un impact positif sur le développement économique et social de l'Union Européenne.

Bien cordialement,

—



Juan Antonio Pedreño Frutos
Président du Social Economy Europe

2. Présentation d'Alain Coheur, Président 2008-2014



Chers membres et ami(e)s de l'économie sociale,

J'ai eu l'honneur d'être Président de Social Economy Europe au cours des huit dernières années ; une expérience sans doute passionnante et très enrichissante.

Mon mandat a débuté par un changement de nom, crée en 1999 en tant que Conférence Européenne Permanente des Coopératives, Mutualités, Associations, Fondations (CEP CMAF), l'organisation s'appellera dorénavant Social Economy Europe.

Il s'agissait d'un signal fort vers l'extérieur indiquant notre volonté d'ouverture et d'extension au-delà du cercle traditionnel constitué par des formes juridiques : l'économie sociale est, avant tout, un modèle fondé sur des principes et valeurs. Cet esprit d'ouverture était indispensable pour asseoir le plus largement possible notre crédibilité face à l'ensemble des institutions européennes. Il s'agissait également de marquer notre volonté d'être un lieu de rassemblement qui s'exprime d'une seule voix sur les grandes questions européennes et qui s'associe aux débats et aux discussions lancées par ces mêmes institutions. Ce nouvel espace indispensable pour l'économie sociale se fera sur base du respect mutuel et dans la complémentarité avec les organisations membres de Social Economy Europe, engagées depuis de nombreuses années dans la défense efficace des intérêts de leurs membres.

Il serait très présomptueux de rappeler tous les événements de ces huit années mais permettez-moi d'insister sur quelques moments importants qui font qu'aujourd'hui nous sommes une organisation reconnue :

En septembre 2008, SEE proposait le document de base du projet de rapport d'initiative de la députée européenne Patrizia Toia sur l'économie sociale, texte approuvé quelques mois plus tard et qui reste une référence pour notre secteur ;

Le renouvellement de l'intergroupe d'économie sociale du Parlement Européen en 2009 et en 2014, qui ont constitué des moments d'intense activités par la publication de deux mémorandums et d'un lobby important pour nous assurer à chaque fois la prise en charge du secrétariat. Depuis ce sont des dizaines de réunion avec les députés membres du bureau et auditions publiques qui gagnent en importance avec des sujets clefs, des intervenants de qualité, des recommandations pertinentes ;

Deux présidences européennes qui ont marqué l'économie sociale en 2010 : celles de l'Espagne et la Belgique. Social Economy Europe a été impliqué dans les deux grands événements en lien directe avec l'économie sociale organisés sous les deux présidences, à Toledo et à Bruxelles. Nous avons aussi participé activement au 3ème Forum sur les Services Sociaux d'Intérêt Général (SSIG) organisé par la Belgique ;

Après des années de travail, le 11 janvier 2013, SEE devenait une organisation de droit belge (ASBL) avec un bureau renouvelé, que je remercie personnellement pour son engagement : Marie-Caroline Collard, Trésorière, Jan Olsson, Vice-Président; Juan Antonio Pedreño, Vice-Président.

Sans oublier le programme Charles Quint, mis en oeuvre avec SAW-B, grâce à un financement de la région bruxelloise, qui a permis d'améliorer la connaissance et la visibilité de l'économie sociale.

En définitive, les huit dernières années ont été d'une importance extraordinaire pour SEE et pour l'ensemble de l'économie sociale. Cette reconnaissance accrue de SEE s'est également traduit par l'adhésion de nouveaux membres, une plus grande diversité et une plus large représentativité de notre organisation.

J'aimerais remercier très sincèrement les membres de SEE pour leur confiance et soutien au cours de ces trois mandats, mais aussi pour leurs nombreuses contributions écrites, leurs réponses à des consultations, leur participation aux réunions avec la Commission, le Parlement, le Comité Economique et Sociale, etc. Sans la qualité de nos membres, SEE n'existerait pas.

Je crois fermement au succès et à l'impact positif du modèle d'entreprise de l'économie sociale. Je suis persuadé que ce modèle offre une réponse aux demandes des citoyens européens pour une économie plus démocratique, équitable et éthique, ainsi qu'un paradigme entrepreneurial plus proche des aspirations et des valeurs de beaucoup d'entrepreneurs.

Dorénavant, en tant que Vice-Président de Social Economy Europe et Co-Porte-parole de la Catégorie d'économie sociale du CESE, je persisterais dans mes efforts en défense de l'économie sociale et de son modèle vertueux, qui mène à la création et à la distribution équitable de la richesse, et à une entreprise plus démocratique et durable ; qui contribue à nos systèmes de protection sociale et à l'intérêt général.

Cordialement,



Alain Coheur

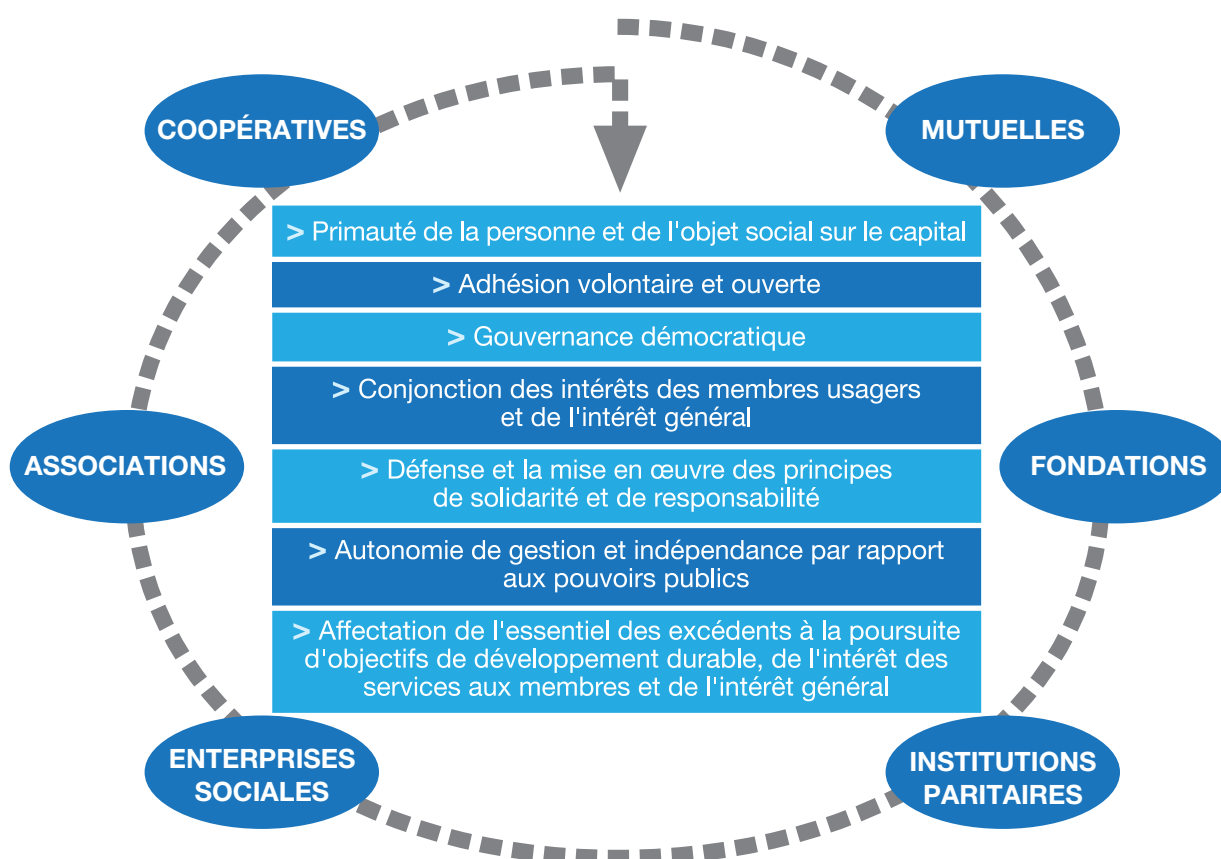
Vice-Présidente de Social Economy Europe
Co-porte-parole de la Catégorie d'économie sociale du CESE

3. L'économie sociale en 2015: un acteur en croissance

3.1. Unis par des valeurs

L'économie sociale européenne est constituée par des entreprises et des organisations de différente taille, allant de petites et moyennes entreprises à des grands groupes d'entreprises leaders dans leurs marchés. Ces entreprises et ces organisations opèrent dans tous les secteurs.

Les acteurs de l'économie sociale, comme les coopératives, les mutuelles, les associations, les fondations, les entreprises sociales et les institutions paritaires partagent des valeurs et des caractéristiques qui leur confèrent une identité commune et unique.



L'économie sociale représente une économie à visage humain, où l'obtention de bénéfices n'est pas un but en soi-même, mais un moyen pour :

- > Maintenir et créer des emplois de qualité.
- > Réinvestir les bénéfices pour assurer la durabilité de l'activité et des postes de travail
- > Redistribuer la richesse entre les différents groupes d'intérêt
- > Contribuer à l'intérêt général
- > Créer de meilleures conditions de vie pour les personnes et les communautés locales.

Les entreprises et organisations de l'économie sociale offrent des solutions innovantes pour promouvoir : la cohésion sociale et l'inclusion des personnes les plus vulnérables, la création de postes de travail, l'entrepreneuriat, la croissance durable et une citoyenneté active. Etant donné leur fort ancrage territorial, les entreprises et les organisations de l'économie sociale ne délocalisent pas et sont en mesure de donner une réponse aux besoins sociaux des communautés.

3.2. Quelques chiffres clé de l'économie sociale

Il y a dans l'Union Européenne **2 millions d'entreprises et d'organisations de l'économie sociale, ce qui représente 10% du total des entreprises européennes**. L'économie sociale, emploie 14,5 millions de personnes, environ **6,5% de la population active** de l'UE.

Contrairement à la tendance généralisée de destruction d'emplois, l'économie sociale a créé de nouveaux postes de travail au cours des dernières années, allant de **11 millions d'emplois pour la période 2002-2003 jusqu'à 14,5 millions en 2009-2010**.

En France, l'économie sociale représente 10,5% de l'emploi total (+0,2% en 2015), employant **2,37 millions de personnes**. 67,7% de ces employés sont des femmes. L'économie sociale représente 6% du PIB français.

En Espagne, l'économie sociale représente 12,5% de l'emploi, c'est à dire, **plus de 2,2 millions de personnes employés**, dont 50% sont des femmes et 47% ont moins de 40 ans. Entre 2008 et 2015, l'économie sociale espagnole a créé 210.000 postes de travail à travers 31.000 nouvelles entreprises. L'économie sociale en Espagne représente 10% du PIB.

En Italie, l'économie sociale est composée de 335.000 unités productives qui emploient **2,2 millions de personnes** (+39,4% au cours des 10 dernières années). L'économie sociale italienne génère un revenu total de presque 200 milliards d'euros.

Au Luxembourg, l'économie sociale est composée de 33.490 entreprises qui emploient près de **8% de la population active** (ce pourcentage a plus que doublé depuis l'année 2000). 2/3 des employés de l'économie sociale sont des femmes.

Dans les régions belges de Wallonie et de Bruxelles, l'économie sociale représente 12% de l'emploi total, soit 245.943 postes de travail dans l'économie sociale. 71% de ces employés sont des femmes.

En Croatie, l'économie sociale regroupe près de 52 000 unités de production.

3.3. 2015 : une année historique pour l'économie sociale



Au long de l'année 2015, l'économie sociale a connu de nombreux succès, améliorant sa reconnaissance et visibilité au niveau politique et confirmant son rôle en tant qu'acteur économique essentiel pour le développement de l'UE.

En novembre 2014, la Présidence italienne du Conseil de l'UE a mis en place une feuille de route cherchant à stimuler le développement de l'économie sociale : « La stratégie de Rome : Libérer le potentiel de

l'économie sociale pour la croissance en Europe », basée sur les résultats de la conférence européenne homonyme. Ces efforts ont, sans doute, contribué aux grandes avancées atteintes en 2015 :

- > Janvier : L'**Inter groupe d'économie sociale du Parlement Européen** est officiellement constitué pour le mandat 2014-2019.
- > Mai : Les **Conclusions du Conseil** sur « **Un nouveau partenariat mondial pour éradiquer la pauvreté et pour le développement durable après 2015** », soulignent l'importance des entreprises de l'économie sociale dans la création d'emplois et le développement durable.
- > Juin : La **Commission Européenne** crée une **Unité responsable d'économie sociale** au sein de la Direction Générale de Marché Intérieur, Industrie, Entrepreneuriat et PME.
- > Juillet : La **Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE** confirme officiellement, lors d'un évènement à Bruxelles, que l'économie sociale fera partie de ses principales priorités.
- > Juillet : Les **gouvernements de l'Espagne et du Portugal** signent la **Déclaration de Murcia sur l'économie sociale**, lors de la réunion sur « L'économie sociale comme vecteur de création d'emploi ».
- > Septembre : SEE présente son **Livre Blanc « L'économie sociale, reprendre l'initiative. Propositions pour faire de l'économie sociale un pilier de l'Union européenne »**.
- > Septembre : Le **Parlement Européen** adopte un Rapport sur « **Entrepreneuriat social et innovation sociale dans la lutte contre le chômage** », dont le rapporteur est la députée européenne Verónica Lope-Fontagné (PPE, Espagne).
- > Septembre : Le **CESE** renouvelle la **Catégorie d'économie sociale** et crée un **groupe d'étude permanent sur les entreprises de l'économie sociale**.

- > Octobre : La Décision du **Conseil de l'UE** relative aux « **Lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres pour 2015** », demande à ceux-ci de « promouvoir activement l'économie sociale et encourager l'innovation sociale ».
- > Décembre : Le **Comité des Régions** adopte son Avis sur « **Le rôle de l'économie sociale dans la relance de la croissance économique et la lutte contre le chômage** », dont le rapporteur est Luis Gomes (PPE, Portugal).
- > Décembre : **L'Assemblée Générale de SEE élit Juan Antonio Pedreño comme Président**. Il succède Alain Coheur.
- > Décembre : Les gouvernements de l'Espagne, la France, l'Italie, du Luxembourg, la République Slovaque et de la Slovénie adoptent la déclaration de Luxembourg, « **Feuille de route vers la création d'un écosystème plus complet pour les entreprises de l'économie sociale** », et s'engagent à encourager l'organisation régulière de réunions entre les hauts responsables politiques en charge de l'économie sociale des différentes États membres. Cette déclaration a été adoptée lors de la conférence « **Booster les entreprises sociales en Europe** », organisée par la Présidence luxembourgeoise.
- > Décembre : Le Conseil de l'UE adopte des **conclusions historiques sur « La promotion de l'économie sociale en tant que vecteur essentiel du développement économique et social en Europe »**.

4. Présentation de Social Economy Europe

4.1. Objectifs

Créée en Novembre 2000, SEE est l'organisation de référence de l'économie sociale en Europe, grâce à la représentativité et légitimité de ses membres. Elle est formée par les organisations européennes des **assureurs mutuels et coopératifs, mutuelles d'assurance maladie, fondations, associations d'intérêt général, entreprises sociales d'insertion, institutions paritaires de protection sociale, et banques éthiques et alternatives**, ainsi que les organisations de l'économie sociale de **l'Espagne, la France, le Portugal et les régions belges de Wallonie et de Bruxelles**, ainsi que par le **Réseau européen des villes et des régions pour l'économie sociale**.

Social Economy Europe défend les intérêts des deux millions d'entreprises et d'organisations de l'économie sociale en Europe, représentant 10% de toutes les entreprises de l'UE, employant 14,5 millions de personnes, soit 6,5% de la population active de l'UE. En Belgique, Italie, France, Espagne et Pays Bas, l'économie sociale représente entre 9% et 11,5% de la population active.

SEE travaille dans des domaines d'intérêt commun pour ses membres, en accord avec le principe de subsidiarité, tout en assurant la valeur ajoutée du travail de l'organisation.

Les principaux objectifs de SEE sont :

- > Défendre les intérêts communs des entreprises et organisations de l'économie sociale en Europe.
- > Promouvoir leurs valeurs et principes au niveau Européen.
- > Soutenir la reconnaissance politique et juridique de l'économie sociale, ainsi que sa contribution au développement socio-économique de l'UE.

SEE travaille pour accomplir ces objectifs stratégiques, au cours de la période 2016-2019 :

- > Améliorer la connaissance que la société européenne a de l'économie sociale, de ses entreprises et organisations, de sa contribution effective au développement socio-économique de l'Union et de sa valeur ajoutée comme modèle pour l'entrepreneuriat.
- > Renforcer le dialogue avec les institutions européennes et avancer dans l'élaboration et mise en œuvre d'un Plan d'Action Européen pour l'économie sociale.
- > Se consolider comme l'organisation de référence de l'économie sociale au niveau européen, en coopérant avec l'ensemble des acteurs s'engageant en faveur de cette économie à visage humain.

4.2. Membres



AEIP : Association Européenne des Institutions Paritaires

L'AEIP, fondée en 1996, est une organisation basée à Bruxelles, qui représente les institutions de protection sociale gérées de façon conjointe par les employeurs et les syndicats dans le cadre des conventions collectives.

L'AEIP promeut et défend les valeurs et les intérêts communs de ses membres auprès des institutions européennes et internationales. Concrètement, à travers de ses groupes de travail, l'AEIP approfondit sur les questions des régimes coordonnés de retraite et les fonds de pensions, les soins médicaux, les prestations de chômage, et les congés payés.

Les membres de l'AEIP lui ont confié la responsabilité de protéger et de promouvoir les régimes paritaires de protection sociale au niveau local et européen. L'AEIP cherche à devenir un acteur clé garantissant la promotion et la durabilité du modèle de protection sociale des institutions paritaires en Europe.

L'AEIP regroupe : 27 Organisations de Gestion de Protection Sociale, moyennes et grandes, représentant les employés et employeurs à travers d'un modèle de gouvernance conjointe ; plus de 39 affiliés de 22 pays. A travers ses membres, l'AEIP assure la protection sociale de 75 millions d'européens et représente un total de 1.300 milliards d'euros d'actifs sous gestion.

L'objectif de l'AEIP est de promouvoir et de développer des programmes visant à contribuer à la durabilité des systèmes paritaires de protection sociale tenant compte des réalités nationales spécifiques.

Pour plus d'information : www.aeip.net



AIM: Association Internationale de la Mutualité

L'AIM est l'organisation regroupant les mutuelles et organismes d'assurance maladie en Europe et dans le monde. Représentant 63 membres provenant de 30 pays, l'AIM défend les intérêts de plus de 200 millions de personnes dans le monde et de **160 millions d'européens** à travers l'assurance maladie obligatoire et complémentaire et la gestion de structures de soins de santé et d'aide sociale.

Objectifs et mission

L'AIM promeut l'accès à des soins de santé pour tous par le biais de systèmes d'assurance maladie opérant selon les principes de solidarité et de non-lucrativité.

Sa mission est d'être une plateforme d'échanges pour ses membres sur des questions d'intérêt commun et une force de représentation de leurs intérêts et valeurs auprès des institutions européennes et internationales.

Valeurs

L'AIM a été créée en 1950 sur la base des valeurs défendues par les mutuelles, à savoir: la solidarité, la non-lucrativité et l'accès universel à des soins de santé.

Les mutuelles et organismes d'assurance maladie considèrent que la santé n'est pas un produit comme les autres et placent la personne au centre de tout système de santé. Aujourd'hui, les mutuelles se battent, en Europe et ailleurs dans le monde, pour préserver ces principes, également ancrés dans les organismes d'assurance maladie.

Défis

L'AIM réaffirme plus que jamais la validité de ses valeurs face aux défis du vieillissement de la population, de la prévalence des maladies chroniques, de l'accroissement des dépenses de santé et des changements de mode de vie. Les membres de l'AIM militent pour:

- > des systèmes de santé rentables et financièrement abordables,
- > un renforcement des mutuelles de santé
- > une reconnaissance de leur rôle dans l'économie sociale,
- > une protection de la santé accessible à tous, sans inégalités.

Pour plus d'information: www.aim-mutual.org



AMICE: Association des Assureurs Mutuels et Coopératifs en Europe

AMICE, est la voix du secteur de l'assurance mutuelle et coopérative en Europe.

L'Association basée à Bruxelles défend des conditions justes et équitables pour les assureurs mutuels et les coopératives d'assurance dans le Marché Unique Européen. AMICE promeut la création et le développement de solutions innovatrices au profit des citoyens européens et de la société dans son ensemble.

L'assurance mutuelle et coopérative se base sur les principes de solidarité et durabilité et se caractérise par le control des membres-assurés et par une gouvernance démocratique. Le modèle des assureurs mutuels, en mettant l'accent sur le réinvestissement des excédents au profit de ses membres, représente le modèle de services d'assurance par excellence.

AMICE compte plus de 100 membres dans 21 pays, dont six associations nationales d'assureurs mutuels et coopératifs. Ces associations représentent près de 700 autres assureurs mutuels et coopératifs.

Le secteur mutuel et coopératif compte environ 2.700 sociétés d'assurance de l'UE et représente plus de **30% du marché européen des assurances**. Les assureurs mutuels et coopératifs fournissent une couverture à plus de **409 millions de membres-assurés** et emploient plus de 450.000 personnes en Europe. Pour la première fois, le secteur a reporté plus de **400 milliards d'euros en primes et des actifs pour une valeur record de 2.800 milliards d'euros**.

Pour plus d'information : www.aim-mutual.org



CASES: Cooperative António Sérgio pour l'économie sociale

CASES est une Coopérative d'Intérêt Public, qui rassemble l'État et six organisations représentatives de l'économie sociale, à savoir :

- > **ANIMAR**: Association Portugaise pour le Développement Local
- > **CONFECOOP**: Confédération Portugaise de Coopératives
- > **CONFAGRI**: Confédération Nationale de Coopératives Agricoles et Crédits Agricoles du Portugal
- > **CNIS**: Confédération Nationale d'Institutions Solidaires
- > **UMP**: Union de Misericórdias portugaises
- > **UMP**: Unión de Mutuelles Portugaises

La mission de CASES est de promouvoir et soutenir l'économie sociale, par le renforcement de la coopération entre l'État et les membres de l'organisation, dans le but de stimuler le potentiel de l'économie sociale au service du développement socio-économique du pays.

Le travail et l'activité de CASES est basée sur trois axes principales : coopération et inter-coopération, responsabilité sociale et environnementale, solidarité, démocratie et transparence.

Pour plus d'information : www.cases.pt



CEDAG: Comité Européen des Associations d'Intérêt Général

Fondé en 1989, CEDAG est la voix du secteur associatif en Europe. Son appellation a évolué au cours de ses plus de vingt ans d'histoire pour donner un meilleur aperçu des objectifs de ses membres, jusqu'à devenir actuellement CEDAG.

Les associations à but non lucratif ont un impact important dans l'amélioration des vies des citoyens européens dans plusieurs domaines (protection de l'environnement, activités culturelles, soins de santé, protection du consommateur, anti-discrimination, jeunesse et sport, etc.). De plus, elles contribuent à l'économie de l'Union Européenne, à la création d'emplois et à l'innovation.

La mission principale de CEDAG est de défendre et de promouvoir les intérêts des associations à but non lucratif auprès des institutions européennes, et de soutenir la société civile au niveau national, en fournissant des informations et des conseils et en organisant des activités pour renforcer la communauté transnationale des organisations à but non lucratif. Par conséquent, CEDAG centre son travail dans la défense de la création et la pratique effective d'un dialogue civil entre les institutions européennes et la société civile de l'UE.

CEDAG travaille en faveur d'une société pluraliste, où la démocratie participative et la citoyenneté active contribuent à réduire l'écart entre le niveau politique et les citoyens.

CEDAG est une organisation indépendante, non-affilié à aucun parti ni idéologie politique, syndicat, religion ou organisme public ou privé. La vocation de CEDAG est de répondre aux besoins de la société civile.

Ses membres sont présents dans presque tous les États Membres de l'UE ainsi qu'en dehors de celle-ci.

Pour plus d'information : www.cedag.eu



CEPES: Confédération Espagnole des entreprises de l'économie sociale

CEPES est la plus vaste organisation nationale représentant les **43.000 entreprises et organisations de l'économie sociale** en Espagne, qui **emploient 2,2 millions** de personnes et qui **associent 20 millions de personnes**. Les entreprises de l'économie sociale en Espagne représentent 10% du PIB espagnol.

CEPES est une organisation nationale intersectorielle, responsable d'assurer le dialogue institutionnel entre l'économie sociale et les pouvoirs publics. CEPES rassemble 28 confédérations nationales ou régionales et groupes spécifiques d'entreprises, qui représentent les intérêts des coopératives, sociétés laborales, mutuelles, entreprises sociales d'insertion, centres spéciaux de travail pour personnes handicapées, confréries de pêcheurs et associations de personnes handicapées.

Les objectifs de CEPES sont :

- > Encourager et défendre l'économie sociale et ses acteurs.
- > Influencer le développement et élaboration de politiques et législations nationales et internationales.
- > Favoriser le développement économique du pays dans le but d'assurer la stabilité et le pluralisme des marchés économiques.
- > Sensibiliser la société et le monde de l'entreprise de l'importance de mener des activités économiques et entrepreneuriales basées sur des valeurs spécifiques.
- > Défendre et promouvoir les intérêts communs de ses membres auprès de la société et des autorités publiques, au niveau national, européen et international.
- > Défendre et promouvoir les aspects et les intérêts communs de l'économie sociale auprès des institutions économiques, sociales, culturelles et politiques de l'Espagne et de l'UE.
- > Analyser tous les enjeux concernant les acteurs de l'économie sociale et trouver des solutions appropriées.
- > Établir et fournir des services d'intérêt commun ou spécifique pour les organisations de l'économie sociale.

Pour plus d'information : www.cep.es



EFC: Centre Européen des Fondations

Le Centre Européen des Fondations est la plateforme de référence de la philanthropie institutionnelle, centrée sur l'échelle européenne mais aussi sur le panorama international. La mission de l'EFC est de soutenir ses membres - de façon individuelle et collective -, dans leurs efforts pour favoriser un changement social positif en Europe et au-delà de l'Union Européenne.

Grâce à son approche européenne et globale sur le panorama de la philanthropie institutionnelle, l'EFC offre une vision englobante, qui représente une valeur ajoutée pour ses membres (et pour l'organisation elle-même) dans la réflexion, compréhension, engagement et renforcement de la philanthropie.

L'EFC, créée en 1989 par 7 fondations, rassemble plus de **200 organisations de philanthropie de 36 pays différents** (dont des fondations et fonds corporatifs), avec un total de **dépenses annuelles de plus de 14 milliards d'euros**, ainsi que 57 organisations associées.

Pour plus d'information : www.efc.be



ENSIE: Réseau Européen des Entreprises Sociales d'Insertion

ENSIE rassemble des réseaux nationaux et régionaux d'entreprises sociales d'insertion. Les principes de base qui définissent l'identité de ce type d'entreprises sont : l'intégration sociale et professionnelle de groupes vulnérables, l'existence d'une activité économique, et la pédagogie vers les institutions européennes et vers d'autres organisations de la société civile.

Actuellement, ENSIE regroupe 27 réseaux nationaux et régionaux, présents dans 18 États membres, à savoir : l'Autriche, la Belgique, la Croatie, la République Tchèque, le Danemark, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie, l'Espagne, la Suède et le Royaume Uni, ainsi qu'en Serbie et en Suisse.

Tous les membres d'ENSIE représentent, au total, **2 500 entreprises sociales d'insertion et plus de 400 000 de salariés.**

En 2015, ENSIE a mis en place plusieurs activités pour favoriser la connaissance et la promotion des entreprises sociales d'insertion. Elle a aussi réalisé des activités spécifiques destinées à guider et aider ses membres en ce qui concerne la transposition de la Directive sur les marchés publics et leur implication dans le cadre des Fonds Structurels de l'UE et du Semestre Européen. Les thématiques de travail pendant 2015 ont été également liées à des sujets d'intérêt particulier pour les entreprises sociales d'insertion, comme les politiques actives d'emploi, l'évaluation de l'impact économique et social, l'insertion de personnes sans domicile fixe et le phénomène de la pauvreté au travail.

Pour plus d'information : www.ensie.org



ESS-France: Chambre Française de l'économie sociale et Solidaire

La Chambre Française de l'économie sociale et solidaire, ESS France, est née officiellement le 24 octobre 2014, suite à la promulgation de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'ESS, loi qui la mentionne dans son article 5. Mais si la Loi la mentionne, elle ne l'a créée pas. ESS France est née de la volonté de ses 7 membres fondateurs qui sont : le Centre français des fonds et fondations (CFF), le Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale (CNCRES), Coop FR, la Fédération nationale de la Mutualité Française (FNMF), le Groupement des Entreprises Mutuelles d'assurance (GEMA), le Mouvement Associatif et le MOUVES. ESS France compte aussi 4 membres actifs, l'ESPER, le MES, la FEHAP et FINANSOL et un membre associé l'UDES.

Ses quatre missions centrales sont :

- > Organiser le dialogue entre ses membres
- > Représenter l'ESS auprès des pouvoirs publics et institutions en France, en Europe et à l'International, ainsi qu'auprès des partenaires économiques et sociaux
- > Promouvoir et défendre les valeurs, intérêts et spécificités de l'ESS
- > Promouvoir la production et la diffusion d'études, de recherches et de données sur l'ESS.

ESS France a pour mission de témoigner, d'encourager, de défendre, de proposer, de stimuler et d'agir pour que les politiques publiques françaises et européennes reconnaissent, supportent et accompagnent cette économie fière de ses spécificités et de son utilité.

Quelques chiffres des membres de ESS France :

- > **CFF** (Centre Français des Fondations) : 280 membres adhérents et associés
- > **CNCREs** (Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale) : 26 CRES(S)
- > **COOP Fr** : 23.000 entreprises coopératives françaises
- > **FNMF** (Fédération nationale de la Mutualité Française) : 426 mutuelles de santé adhérentes
- > **GEMA** (Groupement des Entreprises Mutuelles d'assurance) : 53 sociétés adhérentes (sociétés d'assurance mutuelle ou sociétés anonymes filiales de mutuelles ou autres entreprises ayant un statut coopératif ou mutualiste)
- > **Le Mouves** (Mouvement des entrepreneurs sociaux) : 300 dirigeants d'entreprises sociales
- > **Le Mouvement Associatif** : 600.000 associations (2 millions de salariés et 16 millions de bénévoles)
- > **L'ESPER** (Ecole Sociale Partenaire de l'Ecole de la République) : 46 organisations de l'ESS (associations, mutuelles, coopératives et syndicats)
- > **L'UDES** (Union des employeurs de l'Economie Sociale et solidaire) : 25 groupements et syndicats d'employeurs (associations, mutuelles, coopératives) et 14 branches et secteurs professionnels (70.000 entreprises, 1 million de salariés)
- > **Finansol** : 60 membres acteurs majeurs de la finance solidaire
- > **Le MES** (Mouvement pour l'Economie Solidaire) : 22 adhérents (organismes d'appui, de centres de recherche, des fédérations ou regroupements territoriaux d'initiatives locales)
- > **La FEHAP** (Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne Privés Non Lucratifs) : 1.600 organismes gestionnaires regroupant près de 4.000 établissements et services privés non lucratifs.

ESS France représente donc auprès des pouvoirs publics et des institutions françaises, européennes et internationales, les 2,3 millions de salariés présents dans les 223 000 établissements de l'ESS en France.

Plus d'information: www.ess-france.org



FEBEA: Fédération Européenne de Banques Éthiques et Alternatives

FEBEA est une association internationale à but non lucratif de droit belge, créée à Bruxelles en 2001, dans le but de développer les **finances éthiques et solidaires en Europe** grâce à la défense et la communication, avec la participation des citoyens européens. Aujourd'hui FEBEA rassemble **28 membres** de 15 pays européens (dont 14 banques, 7 coopératives d'épargne et de crédit, 4 compagnies d'investissement et 3 fondations). Ses membres **emploient en total environ 3.400 personnes**, servent plus de 600.000 personnes (clients et actionnaires) et représentent un bilan combiné d'actifs de presque **32 milliards d'euro**.

FEBEA est formée par des institutions bancaires fortement engagées dans le soutien de l'économie sociale, banques éthiques et compagnies financières dans le domaine des finances éthiques et les microfinances.

Dans son but de développer les finances éthiques et solidaires en Europe, FEBEA offre du soutien à ses membres et travaille pour :

- > Faciliter l'échange d'information et bonnes pratiques, et favoriser la coopération entre les réseaux nationaux et les acteurs de l'économie sociale et financiers en Europe et l'Espace Économique Européen;
- > Représenter ses membres auprès des Institutions européennes et autres organismes financiers et politiques ;
- > Créer et développer des instruments financiers et non financiers spécifiques.

Pour plus d'information : www.febea.org



REVES: Réseau Européen des Villes et Régions de l'économie sociale

REVES est le réseau européen qui rassemble des autorités locales et régionales et des organisations de l'économie sociale, ce qui lui confère son caractère unique. Créée en 1996, REVES représente plus de 60 autorités locales et régionales et organisations de l'économie sociale de 18 États Membres.

Les membres de REVES travaillent de façon conjointe afin de promouvoir l'économie sociale et solidaire, pour une société plus juste, inclusive, participative et responsable. En ce sens, la collaboration entre les autorités locales et l'économie sociale est considérée comme un moteur vers la création des communautés locales durables. Parallèlement, cette collaboration contribue à renforcer la solidarité et la citoyenneté responsable dans l'UE.

Les activités de REVES sont axées sur trois piliers :

- > Échange de bonnes pratiques et formation (Prix REVES à l'excellence dans la collaboration entre l'économie sociale et les autorités publiques, Développement Local impulsé par la communauté, emploi des Fonds Structurels Européens et les Fonds d'Investissement, Franchise sociale, intégration des migrants, etc.)
- > Expérimentation et développement commun de projets (Responsabilité Sociale Territoriale, nouvelles méthodologies pour le financement conjoint privé-public pour l'économie sociale, lier l'efficacité énergétique à l'action sociale, développer des jeux en ligne sur l'entrepreneuriat social, etc.)

- > Dialogue avec les législateurs à l'échelle européenne et nationale (suivi de la Social Business Initiative, participation active dans les activités de l'Intergroupe d'Économie sociale du Parlement Européen, participation dans le Groupe d'Experts de la Commission Européenne sur les Fonds Structurels et d'Investissement, Stratégie du Marché Unique, Vice-Présidence de Social Economy Europe)

Pour plus d'information : www.revesnetwork.eu



SAW-B: Solidarité des Alternatives Wallones et Bruxelloises

SAW-B, est une fédération pluraliste d'économie sociale. Elle regroupe plus de 120 entreprises sociales en Wallonie et à Bruxelles (coopératives, associations, centres de recherche, etc.) actives dans les énergies renouvelables, la finance solidaire, le commerce équitable, les services de proximité, le recyclage, la formation, etc. Parmi ses membres, SAW-B compte aussi une dizaine de fédérations et réseaux. Cela représente **15.000 travailleurs**.

SAW-B cherche à faire mouvement pour une alternative économique et sociale. Trois pistes sont ainsi poursuivies:

- > Défendre et représenter l'économie sociale aux niveaux régional, belge et européen.
- > Soutenir et accompagner des porteurs de projets d'économie sociale, pour créer de nouvelles entreprises ou développer les existantes.
- > Enfin, faire connaître et susciter une réflexion critique à propos des alternatives économiques, avec les travailleurs des entreprises d'économie sociale et avec le grand public.

Plus concrètement, SAW-B emploie un peu plus de 15 personnes et génère un chiffre d'affaire de 1.291.000€ pour accompagner une cinquantaine d'entreprises sociales dans leur création ou leur développement, mettre au point des outils de modélisation spécifiques aux entreprises sociales, promouvoir et faciliter l'utilisation de clauses sociales dans les marchés publics, rédiger des articles et études sur des enjeux propres à l'économie sociale, sensibiliser et former aux alternatives économiques, réaliser des recherches (sur la mesure de l'impact social, les circuits courts, entre autres).

Pour plus d'information : www.saw-b.be

4.3. Organes de gouvernance



Assemblée Générale de SEE au Luxembourg

L'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est l'organe supérieur de gouvernance de SEE. Elle se réunit au moins une fois par an pour l'approbation des budgets et des comptes annuels, ainsi que pour décider sur les objectifs et actions stratégiques et le plan de travail.

L'Assemblée Générale est composée de représentants de toutes les organisations membres. Le Président du Conseil d'Administration préside également l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale s'est réunie en deux occasions en 2015, le 25 juin à Bruxelles et le 3 décembre au Luxembourg, dans les locaux de l'ULESS, l'Union de l'économie sociale et solidaire.

L'Assemblée Générale du 3 décembre a élu Juan Antonio Pedreño comme Président de SEE. Il a remplacé Alain Coheur, qui a présidé cette organisation entre 2008 et 2015. Alain Coheur, Emmanuel Verny et Luigi Martignetti ont été élus comme Vice-Présidents de SEE.



Luigi Martignetti, Jan Olsson, Juan Antonio Pedreño, Alain Coheur et Emmanuel Verny

Le bureau

Le bureau est composé par le Président et les trois Vice-Présidents du Conseil d'Administration, et il assume la direction et représentation politique de l'organisation.

En 2015, le bureau de SEE s'est réuni trois fois.

Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration détient les pouvoirs les plus étendus en ce qui concerne la gestion et administration de SEE. Il se réunit au moins trois fois par an, sur la convocation du Président.

En outre, le Conseil d'Administration désigne les représentants de SEE auprès des organismes publics ou privés, et différents conseils, organisations ou comités au sein desquels l'organisation est représentée.

Sont membres du Conseil d'Administration :

- > **Président:** Juan Antonio Pedreño Frutos, CEPES
- > **Vice-Président:** Alain Coheur, AIM
- > **Vice-Président et Trésorier:** Emmanuel Verny, ESS France
- > **Vice-Président:** Luigi Martignetti, REVES
- > Francesco Brigantini, AEIP
- > Helen Sheppard, AMICE
- > Joao Leite, CASES
- > Patrick Debucquois, CEDAG
- > Miguel Angel Cabre de Luna, EFC
- > Salvatore Vetro, ENSIE
- > Fabio Salviato, FEBEA
- > Marie-Caroline Collard, SAW-B
- > **Directeur:** Víctor Meseguer Sánchez

5. Social Economy Europe en 2015

5.1. Un dialogue permanent avec les Institutions européennes

La raison d'être de SEE est de **poursuivre un dialogue permanent** avec le Parlement Européen, la Commission Européenne et le Conseil de l'UE pour faire en sorte que les institutions européennes prennent en considération l'économie sociale, comme un acteur économique et entrepreneurial clé dans l'élaboration des politiques sociales et économiques de l'Union.

SEE poursuit également un dialogue permanent et fructueux avec les principaux organes consultatifs de l'UE, à savoir : le Comité Économique et Social Européen et le Comité des Régions.

Le dialogue de SEE avec les différentes institutions européennes est déterminant pour promouvoir la visibilité de l'économie sociale et mettre en exergue sa contribution au **développement économique et social de l'Union Européenne**. En 2015, les institutions européennes ont publié **88 textes officiels** faisant référence à l'économie sociale et aux coopératives, mutuelles, entreprises sociales et à l'entrepreneuriat social.

5.1.1. Le Parlement Européen et l'Intergroupe d'Économie Sociale

Au cours des dernières décennies, le Parlement Européen a été une institution de référence dans la promotion de l'économie sociale, notamment grâce au travail réalisé par les membres de **son Intergroupe d'économie sociale**, crée pour la première fois en 1990.

Social Economy Europe joue un rôle crucial en tant qu'organisation chargée du secrétariat de cet Intergroupe : elle offre du soutien à ses membres et contribue à l'organisation de ses événements publics.

A l'occasion des élections au Parlement Européen en mai 2014, SEE, en coopération avec ses membres et autres organisations de l'économie sociale, a mené une intense campagne pour assurer la reconstitution de l'Intergroupe d'économie sociale. La Conférence de Présidents du Parlement Européen a finalement confirmé le 11 décembre 2014 la mise en place de cet Intergroupe.

En 2015, SEE a eu **25 réunions** avec des députés européens et des assistants parlementaires.

a) L'Intergroupe d'économie sociale du Parlement Européen



Les députés européens Sofia Ribeiro (PPE, PT), Sven Giegold (VERTS/ALE, DE), Beatriz Becerra (ALDE, ES), Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL, FR), Elena Gentile (S&D, IT), Patrizia Toia (S&D, IT), Jens Nilsson (S&D, SE) et Alain Coheur (SEE)

Le 27 janvier a eu lieu la réunion constitutive de l'Intergroupe d'économie sociale.

Le bureau de l'Intergroupe est formé par, cinq Co-Présidents: **Jens Nilsson** (S&D, Suède), **Ramón Luis Valcárcel** (PPE, Espagne), **Beatriz Becerra** (ALDE, Espagne), **Marie-Christine Vergiat** (GUE/NGL, France) et **Sven Giegold** (VERTS/ALE, Allemagne) ; et par deux Vice-Présidentes: **Sofia Ribeiro** (PPE, Portugal) et **Elena Gentile** (S&D, Italie).

Le bureau a désigné SEE en tant que l'organisation responsable du secrétariat de l'Intergroupe, notamment chargée des

tâches d'assistance aux membres, coordination et soutien à l'organisation d'activités et événements publics.

Alain Coheur, Juan Antonio Predreño et l'antérieur Vice-Président, Jan Olsson, ont participé à cette réunion constitutive en représentation de SEE.

Le bureau de l'Intergroupe d'économie sociale s'est réuni en six occasions au cours de l'année 2015. SEE a été systématiquement représentée dans ces réunions par son Président et son Directeur.

En 2015 l'Intergroupe a organisé trois grands événements publics, qui ont rassemblé **plus de 300 assistants**.



Le Ministre Nicolas Schmit et le député européen Jens Nilsson (S&D, SE)

> Le 4 mars, Jens Nilsson, s'est réuni avec le Ministre de Travail, de l'Emploi et de l'Économie Sociale et Solidaire du Luxembourg, Monsieur Nicolas Schmit. Cette rencontre a permis un premier échange sur l'agenda de la future Présidence luxembourgeoise en matière d'économie sociale. SEE a été présente lors de cette réunion, en qualité de secrétariat de l'Intergroupe. Le communiqué de presse sur cette réunion est accessible dans notre site internet : <http://www.socialeconomy.eu.org/blog/meeting-minister-nicolas-schmit>

participé à l'évènement de l'Intergroupe sur « L'inclusion de l'économie sociale dans le programme politique de l'UE ». Le procès-verbal est disponible dans notre page web : <http://www.socialeconomy.eu.org/blog/eps-social-economy-intergroup-first-public-hearing>

> Le 25 juin, SEE et AMICE ont participé à l'évènement sur « Financement de l'économie sociale », dont le procès-verbal est disponible sur : <http://www.socialeconomy.eu.org/blog/social-economy-intergroup-hearing-financing-social-economy>



Participants à une audition publique de l'Intergroupe

> Le 23 septembre, SEE et quatre de ses membres (AIM, AMICE, CEDAG et EFC) ont participé activement lors de l'évènement sur « Un cadre légal pour les entreprises et organisations de l'économie sociale » Le procès-verbal est disponible sur le site internet de SEE : <http://www.socialeconomy.eu.org/blog/2309-seig-public-hearing-its-time-social-economy-work-together>

Outre l'organisation d'événements ayant eu un grand succès, SEE a aussi collaboré avec les membres de l'Intergroupe dans la réalisation d'autres activités parlementaires comme, par exemple, l'élaboration de la question écrite que 26 députés européens ont adressée à la Commission le 27 mai, demandant la création d'une unité responsable de l'économie sociale au sein de la DG GROW. La question parlementaire est disponible sur ce lien : <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+WQ+E-2015-008860+0+DOC+XML+VO//FR>

b) Rapport sur « Entrepreneuriat Social et innovation sociale dans la lutte contre le chômage »

Le 10 septembre, le Parlement Européen a adopté le rapport sur « **Entrepreneuriat Social et Innovation sociale dans la lutte contre le chômage** », dont le rapporteur a été la députée européenne Verónica Lope Fontagné (PPE, Espagne).

SEE a contribué activement à l'élaboration de ce rapport, à travers plusieurs réunions avec Madame Lope-Fontagné et ses assistants parlementaires, dont l'objet était de leur fournir des informations sur la contribution effective des entreprises et des organisations d'économie sociale à la création d'emplois de qualité et au développement durable et inclusif de l'UE.

Comme l'affirme ce rapport, l'économie sociale « [...] contribue non seulement à proposer un modèle économique plus durable, intelligent et inclusif, mais aussi à établir le modèle social européen, et qu'elle fait partie du marché unique, méritant à ce titre d'être fermement reconnue et soutenue par l'Union et les États membres... ».

En outre, ce rapport adresse des recommandations à la Commission Européenne et aux États membres pour mieux bénéficier du potentiel de l'économie sociale dans le cadre de la stratégie Europe 2020, améliorer l'accès des entreprises et organisations de l'économie sociale aux marchés publics, au moyen de l'incorporation de clauses sociales et environnementales ; améliorer leur accès au financement ou encourager le soutien de la part des institutions européennes à l'économie sociale, afin de promouvoir d'avantage leur développement. La version finale du rapport est disponible sur ce lien : <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2015-0320+0+DOC+XML+VO//ES>

c) Étude de la Commission du Marché Intérieur et de la Protection des Consommateurs (IMCO) sur l'économie sociale



En 2015 la Commission du Marché Intérieur et de la Protection des Consommateurs (IMCO) a demandé l'élaboration d'une étude sur l'économie sociale.

Cette étude analyse les barrières culturelles, législatives et financières qui entravent le plein développement de l'économie sociale, et propose toute une série de mesures à prendre au niveau européen pour surmonter ces obstacles. En outre, l'étude examine les opportunités que le Marché Unique Numérique offre pour le développement de l'économie sociale.

Pendant le processus d'élaboration de cette étude, SEE et ses membres ont été consultés à plusieurs reprises.

Cette étude a été présentée récemment à la Commission IMCO et ensuite publiée, étant disponible pour consultation sur le lien (texte en anglais) : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/578969/IPOL_STU\(2016\)578969_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/578969/IPOL_STU(2016)578969_EN.pdf)

d) Vers un Forum du GUE/NGL sur l'économie sociale et solidaire



En mai 2015, le Groupe confédéral de la Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique (GUE/NGL), a placé l'économie sociale et solidaire parmi ses priorités stratégiques pour le mandat 2014-2019.

Un des objectifs principaux du groupe parlementaire pour 2016 a été l'organisation d'un Forum Européen sur l'économie sociale et solidaire. Dans ce but, la GUE/NGL a organisé une série de réunions préparatoires, auxquelles SEE, ensemble avec certains de ses membres et d'autres organisations de l'économie sociale, a activement participé

Dans ce sens, le 26 février, SEE, ainsi que ses membres REVES et SAW-B, participa à l'évènement « **L'économie sociale et solidaire en Europe : situation actuelle, défis et perspectives** ».

Le 3 septembre, SEE participa aussi à la réunion de préparation du Forum avec ses membres ENSIE, CEPES et SAW-B.

La dernière de ces réunions eut lieu le 30 novembre, à nouveau avec la participation d'ENSIE et de REVES.

5.1.2. Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union Européenne

Durant la conférence « **Libérer le potentiel de l'économie sociale pour la croissance en Europe** », tenue à Rome en novembre 2014, organisée par la Présidence italienne du Conseil de l'UE, le Ministre luxembourgeois du Travail, de l'Emploi et de l'Économie Sociale et Solidaire, Nicolas Schmit, exprimait sa volonté de faire de l'économie sociale une des priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE.

Ainsi, en décembre 2015, SEE offrit à Monsieur Nicolas Schmit son soutien à cette initiative en faveur de l'économie sociale et de son développement à l'échelle européenne.

La Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE a constitué un tournant en termes de visibilité et de soutien à l'économie sociale en Europe.

SEE a appuyé et contribué aux principales initiatives de cette Présidence.



a) Evènement de présentation de l'agenda de la Présidence pour l'économie sociale

Le 9 juillet, Alain Coheur a participé en tant qu'orateur à l'évènement de présentation de l'agenda de la Présidence pour l'économie sociale

Une vaste représentation des membres de SEE a aussi participé à cet évènement.

b) Lignes directrices pour les politiques de l'emploi

des États membres pour 2015

Le 5 octobre 2015, les Ministres en responsable de l'Emploi, les Affaires Sociales et la Consommation des 28 États membres ont adopté la Décision du Conseil relative aux « **Lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres pour 2015** ».

Ces directrices stipulent que « les États membres devraient activement promouvoir l'économie sociale et encourager l'innovation sociale ».

Le texte officiel de la Décision du Conseil relative aux lignes directrices pour les politiques d'emploi des États membres pour 2015 est disponible sur le lien: <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32015D1848>

c) Conférence « Booster les entreprises sociales en Europe »



Juan Antonio Pedreño pendant la Conférence de Luxembourg

Le 3 et 4 décembre a eu lieu au Luxembourg la conférence sur la promotion des entreprises sociales en Europe, organisée par la Présidence luxembourgeoise du Conseil à laquelle SEE et ses membres ont activement participé.

Les principales thématiques abordées ont porté sur l'innovation sociale et la création d'un écosystème favorable pour stimuler et encourager l'accès au financement des entreprises de l'économie

sociale.

Le Président de SEE, Juan Antonio Pedreño, Helen Sheppard, Secrétaire Générale Adjointe d'AMICE et membre du Conseil d'Administration de SEE, et Daniel Sorrosal, Directeur de Relations Institutionnelles de FEBEA, ont été parmi les principaux intervenants.

Vous trouverez sur ce lien plus d'informations sur cette conférence : <http://www.eu2015lu.eu/en/agenda/2015/12/03-04-conf-economie-sociale/index.html>



d) Déclaration de Luxembourg « Feuille de route vers la création d'un écosystème plus complet pour les entreprises de l'économie sociale »

Le 4 décembre, à l'occasion de la clôture de la conférence de la Présidence luxembourgeoise "**Booster les entreprises sociales en Europe**", les Ministres et Secrétaires d'Etat en charge de l'économie sociale

de l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, la République Slovaque et la Slovénie, ont adopté et présenté la Déclaration de Luxembourg « **Une feuille de route vers la création d'un écosystème plus complet pour les entreprises de l'économie sociale** ».

Cette déclaration souligne la nécessité d'adopter une approche commune reconnaissant l'importance de l'économie sociale et demande à la Commission de l'inclure, en tant qu'un acteur économique majeur, dans la modernisation de la Stratégie du Marché Unique. De plus, les signataires s'engagent à encourager l'organisation régulière de réunions d'haut niveau entre hauts représentants politiques en charge de l'économie sociale dans les États membres, afin de développer une coopération plus étroite dans ce domaine.

SEE a présenté à la Présidence luxembourgeoise des propositions pour cette déclaration, qui ont été, pour la plupart, reprises dans le texte final.

La Déclaration de Luxembourg est accessible sur ce lien : <http://www.eu2015lu.eu/fr/actualites/communiqués/2015/12/04-declaration-luxembourg/>

e) Conclusions du Conseil sur la « La promotion de l'économie sociale en tant que vecteur essentiel du développement économique et social en Europe »



Le Ministre Nicolas Schmit lors de la conférence de presse suite à l'adoption des Conclusions du Conseil

Le 7 décembre, le Conseil de l'Union Européenne a adopté des Conclusions historiques sur la « **La promotion de l'économie sociale en tant que vecteur essentiel du développement économique et social en Europe** ».

Pour la première fois, les 28 États membres se sont mis d'accord sur l'importance de promouvoir et de stimuler l'économie sociale. Dans ce sens, les États membres se sont engagés et ont invité la Commission Européenne,

à mettre en place des actions concrètes pour soutenir le modèle d'entreprise de l'économie sociale, ainsi que pour améliorer sa visibilité et reconnaissance.

SEE et ses membres ont activement soutenu l'adoption de ces Conclusions.

La version en français des Conclusions du Conseil est disponible sur : <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-15071-2015-INIT/fr/pdf>

Le communiqué de presse de SEE sur ces Conclusions est disponible sur : <http://www.socialeconomy.eu.org/blog/historic-council-conclusion-promotion-social-economy>

5.1.3. Déclaration de Murcie sur l'économie sociale



Photo de famille du sommet Hispano-Portugais sur L'économie sociale comme moteur de création d'emplois

Le 20 juillet a eu lieu à Murcie, Espagne, le sommet Hispano-Portugais sur « **L'économie sociale comme moteur de création d'emplois** ». Les gouvernements ont été représentés par Monsieur Pedro Mota Soares, antérieur Ministre portugais de Solidarité, Emploi et Sécurité Sociale, et par la Ministre d'Emploi et Sécurité Sociale de l'Espagne, Fátima Báñez García.

Les Ministres ont adopté la “**Déclaration de Murcia**”, qui réitère le soutien des deux pays à la mise en œuvre de politiques favorables au développement des entreprises de l'économie sociale, tenant compte de leurs spécificités, et à l'organisation de réunions régulières entre les responsables d'économie sociale des États membres.

Le sommet a été organisé avec la collaboration de **CASES** et de **CEPES**, membres de SEE. Ses Présidents Eduardo Graça (CASES) et Juan Antonio Pedreño (CEPES) ont activement participé au sommet.

La déclaration est disponible sur le lien : http://www.cases.pt/O_content/actividades/Jornada_Hispano-Portuguesa/Declaracion_Murcia_ES.pdf

5.1.4. Commission Européenne

a) Création de l'unité « **Clusters, Économie sociale et Entrepreneuriat** »



Le Chef d'Unité, Michel Catinat à une conférence du CESE

En juin 2015, la Commission a confirmé la création d'une unité responsable d'économie sociale au sein de la Direction Générale de Marché Intérieur, Industrie, Entrepreneuriat et PMEs (DG GROW).

Michel Catinat, fonctionnaire de la Commission Européenne a été désigné Chef d'Unité.

Depuis la création de cette unité et la désignation de Monsieur Catinat, SEE a maintenu un dialogue permanent et fructueux avec cette unité.

L'organigramme la Direction Générale de Marché Intérieur, Industrie, Entrepreneuriat et PMEs est disponible sur ce lien: http://ec.europa.eu/about/structure/docs/structure_en.pdf

b) Rénovation du Groupe d'experts sur entrepreneuriat social (GECES)



En février 2015, la Commission a ouvert une procédure de sélection pour renouveler les membres du groupe d'experts sur l'entrepreneuriat social (GECES), qui a été créé par l'Initiative pour l'Entrepreneuriat Social.

Alain Coheur (AIM), Miguel Ángel Cabra de Luna (EFC) et Fabio Salviato (FEBEA), membres du Conseil d'Administration de SEE, ont été désignés comme experts privés.

Lors de sa 7^{ème} réunion le 16 septembre 2015, le GECES, sur proposition de la Commission, a adopté une nouvelle méthodologie axée sur 4 groupes de travail :

- > Groupe de travail 1 : Amélioration de l'accès au financement
- > Groupe de travail 2 : Augmentation de la visibilité
- > Groupe de travail 3 : Adaptation du cadre légal
- > Groupe de travail 4 : Renforcement de la dimension extérieure

Les résultats du travail de ces 4 groupes feront partie du rapport final, dont la présentation et éventuelle approbation, est prévue lors de la 11^{ème} réunion du GECES, qui se tiendra le 14 octobre 2016 à Bruxelles.

Le Secrétariat du GECES est composé par des fonctionnaires de plusieurs unités et Directions Générales : Unité F2 « Clusters, Economie Sociale et Entrepreneuriat » (DG GROW) , Unité F1 « Politique d'innovation et investissement pour la croissance » (DG GROW), Unité E1 « Création d'emploi » (DG EMPL), Unité C3 « Securities markets » (DG FISMA) et Unité C4 « Gestion d'actifs » (DG FISMA).

En 2015, SEE a monitorée le travail de ce groupe d'experts et a formulé des propositions et des contributions. Le GECES s'est réuni en deux occasions en 2015 : le 16 septembre et le 24 novembre. SEE a organisé précédemment deux réunions, permettant l'échange d'opinions entre les experts et les membres de SEE à propos du travail du GECES.

Pour plus d'information détaillée concernant le travail du GECES, veuillez consulter le lien suivant : http://ec.europa.eu/growth/sectors/social-economy/enterprises/expert-groups/index_en.htm

c) Dialogue stratégique avec la Direction Générale Emploi, Affaires Sociales et Inclusion



En 2015, SEE a eu une participation très active dans les réunions du dialogue stratégique de la Direction Générale Emploi, Affaires Sociales et Inclusion.

- > Le 18 mars, SEE a participé à la dernière rencontre organisée dans le cadre de la Plateforme Européenne contre la Pauvreté et l'Exclusion (EPAP), dont le principal but fut le débat sur la transformation de

l'EPAP et de sa conférence annuelle, que la Commission a décidé de transformer en **Convention Annuelle pour la Croissance Inclusive (ACIG)**. L'ancienne Directrice pour la stratégie Europe 2020 et les politiques sociales, Madame Lieve Fransen, a présidé cette réunion.

- Le premier octobre, SEE a participé à une rencontre avec la **Commissaire de l'Emploi, les Affaires Sociales et l'Inclusion, Madame Marianne Thyssen**. Cette réunion a permis un débat sur plusieurs questions liées à la cohésion sociale et de création d'emploi de qualité pour tous.
- Le 10 décembre, SEE a été participe à la dernière réunion de ce dialogue en 2015, axée sur le **Socle Européen des Droits Sociaux**, dont la mise en place est prévue au cours de l'année 2017.

5.1.5. Comité Économique et Social Européen

Le Comité Économique et Social Européen (CESE) a été particulièrement actif au cours des dernières années dans la promotion de l'économie sociale dans l'UE, notamment par voie de sa Catégorie d'économie sociale et de son projet sur les entreprises sociales. SEE a toujours collaboré avec le Comité dans ce domaine.

En septembre 2015, le CESE a renouvelé ses membres pour les cinq prochaines années. Alain Coheur et Miguel Ángel Cabra de Luna, membres du Conseil d'Administration de SEE, ont été désignés membres du CESE.

a) Catégorie d'économie sociale

La Catégorie d'économie sociale du CESE a aussi été renouvelée. Le Vice-Président de SEE, Alain Coheur, et Krzysztof Balon, Président du Conseil de la Communauté de Travail des Associations d'Organisations Sociales de Pologne, ont été élus co-porte-paroles de cette Catégorie, succédant dans cette fonction Miguel Ángel Cabra de Luna.

Pour plus d'information sur la Catégorie d'économie sociale:
<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.categories-social-economy>

b) Groupe d'étude permanent sur les entreprises de l'économie sociale

En septembre 2015, le bureau du CESE a créé un groupe d'étude permanent sur les entreprises de l'économie sociale. Ce groupe est composé par 15 membres du CESE, représentant les trois groupes du Comité : employeurs, travailleurs et activités diverses.

c) Adoption de l'avis « Construire un écosystème financier pour les entreprises de l'économie sociale »

En avril 2015, Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie Sociale et Solidaire du Luxembourg a demandé au CESE, au nom de la future Présidence Luxembourgeoise, l'élaboration d'un avis exploratoire sur « Construire un écosystème financier pour les entreprises de l'économie sociale ». Cet avis a été approuvé en plénière du CESE en Septembre et il est accessible à travers le lien suivant : <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.int-opinions.35932>

d) Participation de SEE aux évènements du CESE



> Le 29 janvier, Alain Coheur et Juan Antonio Pedreño ont été invités à participer à l'évènement de la Section de Relations Extérieures du CESE sur « **La dimension extérieure de l'économie sociale** ». Toute l'information relative à cet évènement est disponible sur : <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.events-and-activities-rex-meeting-jan2015>

> Le 3 et 4 février, un évènement du CESE sur « **Une nouvelle génération pour une nouvelle Europe** » a eu lieu à Bruxelles. A cette occasion le CESE a demandé à SEE de proposer à un/e jeune entrepreneur pour représenter à l'économie sociale à cet évènement. SEE, en collaboration avec son membre espagnol, CEPES, a proposé Monsieur Pablo Ascasibar, membre d'une coopérative espagnole de travail associé, comme participant.



Erdmuthe KLAER (REVES) pendant la Journée européenne de la Société Civile

> Le 16 juin, SEE a été invité à intervenir dans l'atelier « **Comment participer à la dimension civique et sociale de la Gouvernance?** », dans le cadre de la Journée de la Société Civile 2015. Erdmuthe KLAER, Secrétaire Générale Adjointe de REVES, a représenté son organisation et SEE lors de cet atelier. Le 10 juin Juan Antonio Pedreño a participé à la Conférence « **L'économie du bien Commun : changer la façon**

d'agir des entreprises et de l'économie ». Le 10 novembre, Monsieur Pedreño a également participé dans un deuxième évènement sur ce sujet à Madrid. La vidéo de cette deuxième conférence est disponible en espagnol sur ce lien: <https://www.youtube.com/watch?v=qOPxvE9OWWQ>



Alain Coheur lors de la conférence du CESE

> Le 10 juin, Alain Coheur, a participé en tant qu'orateur à l'évènement final du projet d'entreprises sociales « **Social Enterprise : Make it happen!** », pour débattre sur comment améliorer l'accès au financement pour les entreprises de l'économie sociale. En effet, l'accès au financement constitue un élément clé pour assurer le développement de ces entreprises. Plus d'informations sur ce lien: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.events-and-activities-social-enterprise-happen>

> Le 12 novembre, le Directeur de SEE, Víctor Meseguer, a participé au débat sur « **Les politiques industrielles et monétaires européennes : le rôle de la Banque Européenne d'Investissements** ».

5.1.6. Comité des Régions

a) Avis sur le « Le rôle de l'économie sociale dans la relance de la croissance économique et la lutte contre le chômage »

Le 3 et 4 décembre, la plénière du Comité des Régions a adopté l'avis sur « **Le rôle de l'économie sociale dans la relance de la croissance économique et la lutte contre le chômage** » dont le rapporteur était Luis Gomes (PPE, Portugal), Maire de Vila Real de Santo Antonio, Portugal.

SEE et ses membres REVES et CASES ont monitoré le travail du CdR sur ce rapport, et ont été consultés à plusieurs reprises par le rapporteur.

Alain Coheur, et l'ancien Vice-Président de SEE, Jan Olsson (REVES), ont participé à la session du comité SEDEC où le rapport a été adopté.

Cet avis peut se télécharger sur le site du CdR: <http://cor.europa.eu/en/activities/opinions/pages/opinion-factsheet.aspx?OpinionNumber=CDR%201691/2015>

b) Prix de la Région européenne entreprenante



Rafa Climent (Ministre d'économie de la région de Valencia (Espagne) et les membres du CdRs, Luis Gomes (PPE, PT) et Benedetta Brighenti (S&D, IT)

SEE est membre, au même titre que UEPME et EUROCHAMBERS, du jury du prix à la Région européenne entreprenante décerné annuellement par le Comité des Régions. Le projet REE identifie et récompense aux régions de l'UE présentant une stratégie excellente et innovante en matière de politique en faveur des entreprises et de l'entrepreneuriat.

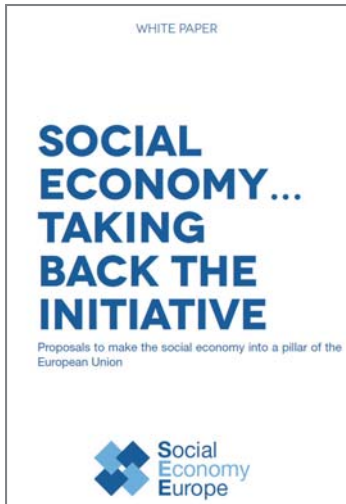
aux régions de Lisbonne, Irlande du Nord et Valence. En 2015, Glasgow, Lombardie et Malopolska ont été choisies comme les Régions Européennes Entrepreneuses 2016.

Le 15 octobre, Alain Coheur a participé à une conférence sur l'entrepreneuriat inclusif, organisée dans le cadre des prix REE.

Pour plus d'information, veuillez consulter le lien suivant:

<http://cor.europa.eu/en/takepart/eer/Pages/eer.aspx>

5.2. Livre Blanc de SEE « L'économie sociale, reprendre l'initiative. Propositions pour faire de l'économie sociale un pilier de l'Union Européenne »



SEE a présenté en septembre 2015 son Livre Blanc « **L'économie sociale, reprendre l'initiative. Propositions pour faire de l'économie sociale un pilier de l'Union Européenne** ». Le document propose une série de mesures afin de promouvoir et appuyer le développement de l'économie sociale en Europe. Dans ce document, SEE demande aux Institutions européennes et aux États membres d'accorder une attention particulière au développement de l'économie sociale et de se concentrer sur la mise en œuvre des politiques favorables et ambitieuses, qui prennent en considération l'importance socio-économique de l'économie sociale en Europe.

« Dans un monde en mutation, l'économie sociale est porteuse d'un projet de société fondé sur la solidarité et la démocratie, pour lequel les actions citoyennes sont au cœur de ses activités. »

Le Livre Blanc de SEE peut être téléchargé sur notre site : <http://www.socialeconomy.eu.org/sites/default/files/archives/FR%20-%20Livre%20blanc%20-.pdf>

5.3. Alliances et accords de collaboration

5.3.1. CIRIEC - Rencontres de Mont Blanc - SEE:

Le 27 septembre, Alain Arnaud (Président de CIRIEC Internacional), Thierry Jeantet (Président des Rencontres de Mont Blanc) et Alain Coheur (ancien Président de Social Economy Europe), ont signé un accord de collaboration entre ces trois organisations.

5.3.2. Un dialogue positif et fructueux avec Cooperatives Europe

Dans l'esprit et le but de renforcer l'unité d'action de l'économie sociale au niveau européen, SEE souhaite renforcer la coopération et poursuivre le dialogue politique avec Cooperatives Europe.

Le 28 octobre, Juan Antonio Pedreño a rencontré à Berlin le Président de Cooperatives Europe, Dirk J. Lehnof, afin d'affermir un dialogue politique permanent entre les deux organisations.

5.3.3. Forum Global de l'économie sociale (GSEF) 2016

SEE fait partie du Comité d'Honneur du Forum Global de l'économie sociale, qui se tiendra à Montréal du 7 au 9 septembre 2016.

Toute l'information concernant sur le Forum Global de l'économie sociale est disponible sur son site internet: <http://www.gsef2016.org/?lang=en>

5.4. Participation de SEE à d'autres évènements et activités sur économie sociale

- > Le 28 janvier, SEE a participé à la **conférence de clôture du « Social Enterprise Network »**, qui a eu lieu à Bruxelles. Ce réseau rassemble les autorités qui gèrent le Fond Social Européen, et qui ont placé l'économie sociale parmi les priorités de financement.
- > Le 13 février, le Directeur de SEE a rencontré Boris Marcel, Florian Guillaume et Malo Richard, les entrepreneurs à l'origine de l'initiative **« Europe Tomorrow »**, une initiative ayant pour objectif de faciliter la duplication de projets d'innovation sociale et environnementale et d'influencer les politiques pour soutenir et promouvoir ce type d'innovation.

Plus d'information sur : <http://europetomorrow.org/>

- > Le 12 mars, Alain Coheur, s'est réuni avec le groupe de travail "Affaires sociales" des délégations des Régions françaises auprès de l'UE. Cette rencontre a été l'opportunité d'avoir un échange sur les politiques d'économie social au niveau européen : instruments, défis et opportunités.
- > Le 25 mars, SEE a assisté à la conférence intitulée **« Future of Europe, social economy first »**, avec la participation de l'économiste et détenteur d'un Prix Nobel, Monsieur Muhammad Yunus.

Toute l'information relative à cette conférence est disponible sur le lien: <http://pr.euractiv.com/pr/future-europe-social-economy-first-125165>

- > Le 17 avril, SEE a participé à la réunion du groupe de travail sur RSE et affaires coopératives de l'Association Européenne des Banques Coopératives (EACB), afin de présenter le travail mené par SEE en tant que l'organisation en charge du secrétariat de l'Intergroupe d'Économie sociale du Parlement Européen.
- > Le 24 avril, Emmanuel Verny (ESS France) a représenté SEE lors de l'ouverture de l'évènement : **« Carrefour Européen de bonnes pratiques de l'entrepreneuriat social »**, organisé à Marseille par la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Plus d'information sur ce lien: <http://www.cresspaca.org/participez-au-carrefour-europeen-des-bonnes-pratiques-de-actu-985.html>

- > Le 2 septembre, SEE a rencontré deux représentants du réseau irlandais d'entreprises sociales (Irish Social Enterprise Network), Chris Gordon et Stuart Fraser.



- > Le 12 septembre, le Directeur de SEE a participé au **Congrès SOLIKON**, particulièrement il a été parmi les orateurs de la table ronde « **Convergence des mouvements alter-économiques**

impliqués dans un changement systémique à l'échelle européenne et internationale », organisé par RIPESS Europe. Pour plus d'information, veuillez consulter ce lien : <http://solikon2015.org/en>

- > Le 11 novembre, le Directeur de SEE a participé comme intervenant à l'évènement sur « **L'impact économique et social de l'emploi des personnes handicapées** », organisé par ILUNION, un groupe espagnol d'entreprises sociales d'insertion, qui a eu lieu au Parlement Européen.



Víctor Meseguer, Denis Stokkink, Jan Olsson et Nicole Alix à la conférence ESS+Europe

- > Le 20 novembre, le Directeur de SEE a également participé au Forum « **ESS+Europe** », tenu à Paris et co-organisé par REVES, Atelier Île de France, RTEs et la délégation de la Région Île-de France auprès de l'UE.

Plus concrètement, il est intervenu dans la session plénière intitulée « **Quels moteurs de développement l'Europe devrait-elle offrir à l'économie sociale ?** ».

Toute l'information relative à cet évènement est disponible sur: <http://www.atelier-idf.org/connaître-ess/ess-europe/ess-et-europe/ess-plus-europe-cycle-1/leviers-de-developpement-ess-au-niveau-europeen.htm>



Le Ministre Nicolas Schmit à la conférence RMB- SEE

- > Le 27 novembre, SEE et les Rencontres du Mont-Blanc ont co-organisé la session « **Vers un développement économique de plus équitable en Europe: le rôle de l'économie sociale** », dans le cadre de la 7ème édition des Rencontres du Mont-Blanc. Thierry Jeantet, Nicolas Schmit, Alain Arnaud (CIRIEC-International), Thierry Leguay (assistant parlementaire de la députée européenne Marie-Christine Vergiat),

Juan Peris Mencheta (assistant parlementaire du député européen Miguel Urbán) et Alain Coheur, ont été les orateurs. Danaë Desplanques, Délégué Générale Adjointe du Réseau Éducation et Solidarité, a assumé la modération.



Víctor Meseguer à la conférence "Entreprises pour le bien-être de la communauté" à Belgrade

- > Le Directeur de SEE, Víctor Meseguer, a participé à la Conférence Régionale « **Entreprises pour le bien-être de la communauté** », qui a eu lieu à Belgrade le 8 décembre. Cette conférence a été organisée par le Mouvement Européen de la Serbie en collaboration avec l'Impact Hub de Belgrade, grâce au soutien du Conseil de coopération régionale, la Fondation Heinrich Böll, la Erste Bank, l'unité d'Inclusion Sociale

et réduction de la pauvreté du Gouvernement serbe et Euricse. Cet évènement a rassemblé plus de 100 participants, qui ont eu un échange sur l'économie sociale et ont abordé des questions liées à leur potentiel, leurs défis et perspectives d'avenir.

Les conclusions de cette conférence régionale sont disponibles sur : http://www.emins.org/uploads/useruploads/projektiEnpdf/Zakljucci-i-preporuke-ENG_draft.pdf

5.5. Un nouveau site internet et présence dans les réseaux sociaux

Social Economy Europe a présenté son nouveau site internet www.socialeconomy.eu.org le premier juillet 2015. Cette page web représente un outil important pour renforcer la visibilité du travail mené par SEE.

D'autre part, SEE a été très active dans les réseaux sociaux, notamment à travers son Twitter [@SocialEcoEU](https://twitter.com/SocialEcoEU), qui compte plus de **1.180 abonnés**. A travers de ses plus de **1 100 tweets**, Social Economy Europe a partagé des informations d'intérêt et d'actualité sur ses activités, ainsi que sur l'économie sociale en général.

SEE envisage également de démarrer une newsletter mensuelle au cours du deuxième semestre de l'année 2016.



Boulevard Charlemagne 74. 1000, Bruxelles

www.socialeconomy.eu.org

contact@socialeconomy.eu.org

+32 2 230 46 18

Twitter: @SocialEcoEU

Skype: socialeconomyeurope